

La Grande-Bretagne reste sous la menace de l'invasion

Le ministre de la Guerre, M. Anthony Eden, en avertit le pays — Il n'y a pas le moindre indice qu'Hitler ait renoncé à son projet de soumettre le pays par le moyen de l'invasion — Une violente offensive aérienne des Allemands contre Londres et diverses régions de Grande-Bretagne marque le premier anniversaire de la déclaration de la guerre — Des raids sans interruption depuis samedi — Les aviateurs anglais contre-attaquent

Des manifestations contre l'Allemagne en Roumanie—Notes de Berlin à Bucarest — Des divisions allemandes entrèrent en Roumanie le 15 septembre

D'autres colonies françaises font défection au gouvernement de Vichy

DISCOURS DE MM. KING ET HANSON

La Grande-Bretagne reste toujours exposée au danger d'une invasion allemande. Son ministre de la Guerre, M. Anthony Eden, en avertit la population, dans un discours qu'il a prononcé, aujourd'hui, à l'occasion du premier anniversaire de la déclaration de la guerre.

"Il serait tout à fait insensé de supposer qu'à cause de l'approche de l'automne, la menace d'invasion est complètement disparue. C'est le contraire qui est vrai. Il n'y a pas le moindre indice que Hitler ait renoncé à son projet, qu'il a déjà clairement exposé, de soumettre ce pays par le moyen de l'invasion".

M. Eden considère qu'à bien des égards le mois d'août a été, pour la Grande-Bretagne, l'un des meilleurs mois de la guerre. Mais cela ne doit pas empêcher les Britanniques d'être constamment sur leurs gardes: "Tout doit nous inciter à la plus grande prudence au cours des prochaines semaines. Une vigilance de tous les instants s'impose aussi bien maintenant qu'au cours des trois derniers mois. Etre en garde et aux aguets, tel est le mot d'ordre que nous adressons non pas à des troupes se tenant sur une défense passive mais qui doivent être prêtes à bondir sur l'ennemi à la première occasion".

La Grande-Bretagne dépend, dit-il, d'une arme qui est indispensable dans la guerre moderne, l'aviation; elle a besoin de plus d'avions, de plus de canons, de plus de chars de combat. Il n'y a pas d'armes, à dire vrai, dont la Grande-Bretagne n'ait besoin en quantités plus grandes.

En même temps que M. Eden prononçait son discours, à midi, devant le Comité national de la défense publique, les Allemands opéraient leur deuxième raid, depuis l'aube, sur Londres et sur diverses autres régions de l'Angleterre et de l'Ecosse. Du premier, qui se produisit vers dix heures du matin et qui dura un peu plus d'une heure, les dépêches disent qu'il fut le plus dur de toute la guerre aérienne qui se poursuit depuis le 8 août. Les Allemands y ont perdu au moins sept appareils.

Des sirènes ont donné l'alerte à Londres à l'heure à peu près exacte où M. Neville Chamberlain, il y a un an, alors qu'il était premier ministre, annonçait avec tristesse dans la voix que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre à l'Allemagne. Deux jours auparavant, les Allemands avaient envahi la Pologne.

En fin de semaine, hier et aujourd'hui, les raids se sont succédé sur Londres et sur l'Angleterre, presque sans interruption, de jour et de nuit. C'est la plus féroce bataille aérienne que le monde ait encore connue. Les communiqués anglais signalent de nombreuses pertes de vies et des dommages matériels, mais notent que les Allemands n'atteignent pour ainsi dire pas d'objectifs militaires. Ils jettent leurs bombes un peu au hasard. Il arrive d'ailleurs fréquemment que leurs vagues d'assaut soient repoussées tout aussitôt. Les défenses antiavions de la capitale n'ont jamais été franchies.

Les aviateurs anglais, de leur côté, ont de nouveau porté la guerre contre les positions allemandes en France, contre des villes allemandes, contre des villes italiennes aussi. A Berne, en Suisse, la nuit dernière a été marquée par de nombreuses alertes, ce qui est le signe évident que des avions britanniques passent par là pour atteindre le nord de l'Italie et le sud de l'Allemagne.

D'après Londres, au cours de la journée d'hier, les Allemands ont perdu 42 avions et les Britanniques, 13.

Londres annonce encore que dans le Kenya, colonie africaine, les forces britanniques ont évacué la ville de Buna, à 70 milles de la frontière éthiopienne, et se sont retirées vers le sud.

En mer, les Anglais avaient quelques pertes: un navire qui portait 320 enfants réfugiés, en route pour le Canada, a été coulé: tous les enfants ont été sauvés et ramenés dans un port de Grande-Bretagne. Le "Dungevan Castle", contre-torpilleur, et le "Penzance", navire d'escorte, ont été torpillés et coulés.

Pour la semaine terminée le 26 août, les pertes maritimes britanniques ont été de 79,000 tonnes.

DANS LES BALKANS

A la suite du récent accord de Vienne, en vertu duquel la plus grande partie de la Transylvanie doit retourner à la Hongrie, il s'est produit, en Roumanie, de vives manifestations antiallemandes, des manifestations qui ont maintes fois été violentes. La population roumaine est mécontente de l'arrangement, ne voudrait pas s'y soumettre, malgré la décision du gouvernement de Bucarest. Celui-ci a ordonné aux troupes roumaines de se retirer en deuxième ligne, le long de la frontière de la Bukovine du Sud, pour faire place à des divisions motorisées allemandes. Quelques généraux roumains auraient refusé d'obtempérer à cet ordre. Sur ce, Berlin a fait savoir à Bucarest, dans deux notes diplomatiques qui se sont succédé rapidement, que les manifestations antiallemandes et antitaliennes doivent cesser et que l'ordre doit régner à l'intérieur de la Roumanie. Berlin demande aussi des explications sur les incidents qui se sont produits. Il fait savoir à la Roumanie que les divisions allemandes entrèrent en

territoire roumain vers le 15 septembre pour se charger de la surveillance de la frontière russo-roumaine, en Bukovine du Sud.

On mande de Bucarest que le gouvernement prend des mesures extraordinaires pour empêcher les émeutes et les manifestations et pour faire régner l'ordre.

LES COLONIES FRANÇAISES

La Guadeloupe, la Martinique, deux antilles françaises, la Nouvelle-Calédonie, colonie française dans l'océan Pacifique, feraient aussi défection au gouvernement de Vichy. Des dépêches que la "Presse Associée" transmet de chacune de ces trois îles portent que la population ne veut plus se soumettre aux ordres du gouvernement du maréchal Pétain, qu'elle est disposée à se ranger sous le drapeau du général Charles de Gaulle, émigré en Angleterre, et à continuer de se battre avec la Grande-Bretagne. Plusieurs autres défections ont déjà été signalées dans les colonies françaises de l'Afrique équatoriale.

De Vichy, aujourd'hui même, le maréchal Pétain s'est adressé par radio à tout l'Empire français, disant que l'unité de cet empire, "forgée par un millier d'années d'efforts et de sacrifices, reste intacte, qu'aucune tentative, d'où qu'elle vienne et si bien dissimulée qu'elle soit sous une certaine forme d'idéal, ne peut prévaloir contre cette unité".

Selon une dépêche en provenance de Vichy, M. Pierre Laval, à son récent voyage à Paris, aurait obtenu des autorités allemandes que le gouvernement Pétain puisse se servir du grand réseau radiophonique français pour atteindre les colonies. Berlin aurait, semble-t-il, acquiescé à cette demande, puisque le maréchal Pétain vient de s'adresser aux colonies par voie de la radio.

UN DISCOURS DE M. KING

A l'occasion de la fête du Travail, le premier ministre a prononcé un discours à la radio dans lequel il a surtout parlé de la nécessité, en Amérique, de la collaboration du Canada et des Etats-Unis.

L'Allemagne est beaucoup plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était en septembre 1939, dit-il. Elle possède aujourd'hui une capacité de production de 42,000,000 de tonnes d'acier par an, comparativement aux capacités respectives de 17,000,000 et de 51,000,000 de tonnes qu'ont l'Empire britannique et les Etats-Unis. Il s'ensuit donc que la Grande-Bretagne, dans sa lutte pour la liberté des peuples, a besoin de l'Amérique. Non seulement le Canada et les Etats-Unis doivent-ils voir à la défense de l'Amérique mais ils doivent contribuer à la libération de l'Europe. Une fois le continent européen entièrement subjugué par les forces de Hitler, l'Amérique ne pourrait plus faire concurrence à la Grande-Allemagne, elle devrait lui abandonner tous ses marchés étrangers.

Depuis les conversations d'Ogdensburg et l'accord qui en est résulté, M. King dit qu'Ottawa est devenu comme le trait d'union entre Londres et Washington. Ces trois pays doivent marcher la main dans la main pour la défense et le maintien de leurs intérêts devenus communs.

M. HANSON REpond A M. KING

L'accord d'Ogdensburg est cependant loin de satisfaire le leader du parti conservateur à la Chambre des Communes, M. R.-B. Hanson. Dans un discours qu'il prononçait, hier, à Toronto, celui-ci l'a dénoncé comme une manœuvre politique et électorale du président Roosevelt.

"Ce ne sont pas les Etats-Unis qui assument notre défense, dit M. Hanson, mais bien la Grande-Bretagne. Le problème de notre défense, comme de celle des Etats-Unis, ne sera résolu que par une victoire de la Grande-Bretagne, parce que la Grande-Bretagne constitue notre première et seule ligne de défense".

"Cette guerre sera gagnée là-bas et non ici. La marine et l'aviation britanniques sont les seuls défenseurs du continent nord-américain et je crois que nos bons voisins du Sud commencent à s'en apercevoir".

Le leader conservateur est d'avis que c'est M. Roosevelt et non M. King qui a pris l'initiative des conversations d'Ogdensburg: "Si je comprends bien l'affaire, cette rencontre avait pour but, en partie du moins, d'aider le président à se maintenir à son poste".

M. Hanson n'y va pas, comme l'on voit, par quatre chemins. Il ne se cache pas non plus pour dire la méfiance qu'il entretient à l'endroit de l'aide des Etats-Unis au Canada, ce qui lui permet, à la manière des "loyalists" de Toronto, d'agiter le drapeau, de faire du "flag-waving": "Si le jour vient où nous soyons obligés d'arborer le drapeau étoilé et de nous défendre avec l'aide des armées américaines, je crains que, ce jour-là, nous soyons également obligés de descendre l'"Union Jack" pour ne plus le voir flotter au-dessus de nos têtes".

Où l'on voit que le vieux parti tory, sous la direction de M. Hanson, reste fidèle à sa tradition de loyalisme farouche et d'opposition à tout rapprochement avec les Etats-Unis. Le Canada, pour M. Hanson et les partisans de celui-ci, doit être pays de l'Empire et non pays d'Amérique. — E. B.